

LETTRE DE CONJONCTURE

AVRIL 2022 - N° 2022-2

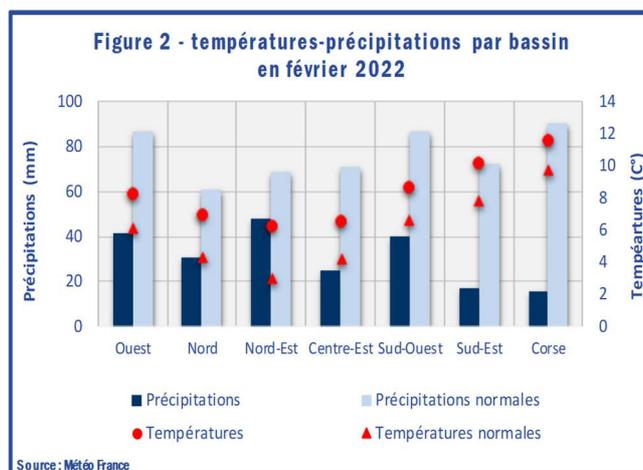
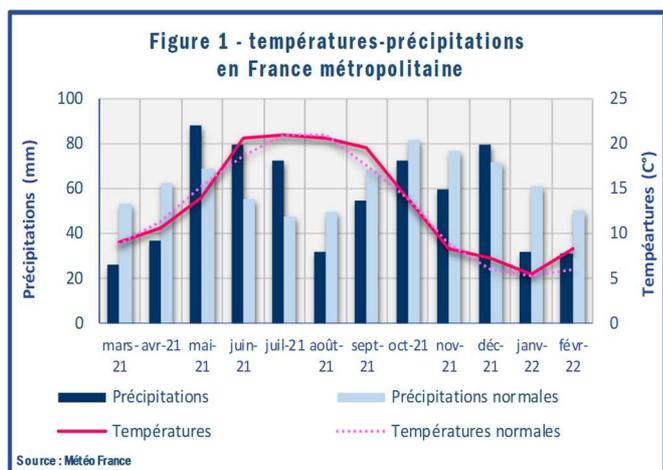
Décembre 2021 à février 2022 : poursuite de la hausse des prix à la production des produits agricoles et des prix des intrants

De décembre à février 2022, les prix à la production des produits agricoles continuent de grimper. En février 2022, ils sont supérieurs de 14,4 % à ceux de 2021 et de 20,0 % aux prix moyens 2017-2021. La plupart des produits contribuent à la hausse d'ensemble, à l'exception des fruits et légumes, dont les prix baissent sur un an en raison d'une demande insuffisante au regard de l'offre. Les hausses sont importantes pour les céréales et les oléagineux en lien avec le dynamisme des besoins mondiaux et les inquiétudes suscitées par le conflit en Ukraine. Les vins s'écoulent à des prix toujours très fermes dans un contexte international favorable et de disponibilités limitées. Les prix des bovins et des ovins croissent fortement ; les prix des porcins se redressent depuis décembre sous l'effet d'une réduction de l'offre, après plusieurs mois de repli. Les prix du lait de vache sont au plus haut depuis le pic de 2014. Ces augmentations de prix à la production s'inscrivent dans un contexte où le coût des intrants agricoles poursuit sa hausse, notamment sous l'effet de l'envolée des prix des engrais depuis 2021, accentuée par le début du conflit en Ukraine.

Météo : un hiver météorologique 2021-2022 majoritairement doux et sec

En France, à l'exception du mois de janvier, dont les températures ont été conformes aux normales de saison (+0,2°C), l'hiver météorologique (décembre 2021 à février 2022) a été dans l'ensemble doux : +1,2°C par rapport aux normales en décembre, +2,3°C en février (figure 1). L'excédent pluviométrique de décembre par rapport aux normales de saison fait place à un déficit en janvier et février (de respectivement 48 % et 38 %). En février, toutes les régions sont concernées par le manque d'eau, le Sud-Est et la Corse en particulier et, à un degré

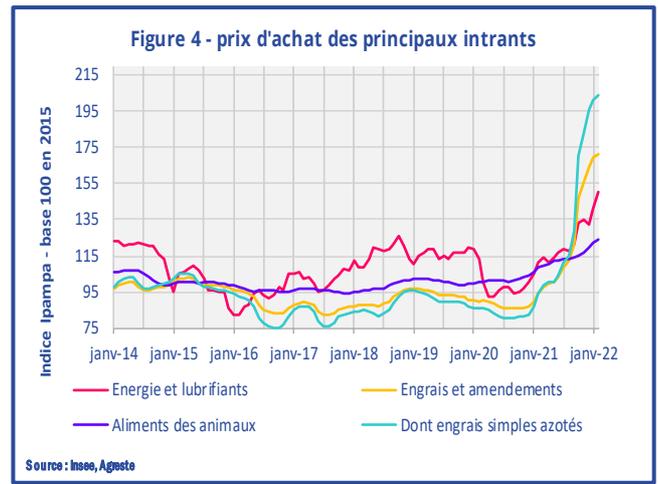
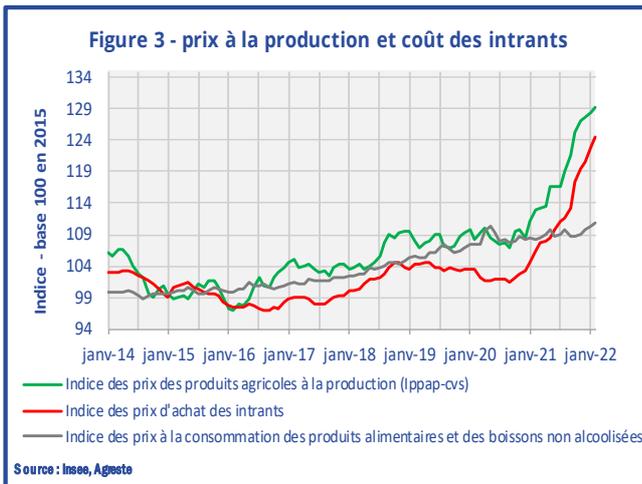
moindre, le Nord-Est (figure 2). A ce stade, le développement des cultures n'est pas affecté mais la recharge des nappes phréatiques a été relativement brève et modeste ce qui pourrait devenir un élément de fragilité si la sécheresse se poursuivait. Le déficit hydrique concerne également l'Espagne où le mois de janvier a été le plus sec enregistré depuis 2000, ainsi que le Portugal.



Prix et coûts à la production : des hausses toujours fortes

Entre décembre 2021 et février 2022, les prix à la production de l'ensemble des produits agricoles (Ippap) continuent d'augmenter fortement : sur un an ils croissent de 14,4 % en février, après + 15,6 % en janvier et + 17,7 % en décembre (figure 3), atteignant de nouveaux records. La plupart des produits contribuent à cette hausse, particulièrement les céréales, les oléagineux, les vins, le bétail et le lait. Seuls les cours des fruits et légumes sont en retrait sur un an en janvier et février. De décembre 2021 à février 2022, les prix à la consommation des produits alimentaires accélèrent sur un an (+ 2,3 % en février, après + 1,7 % en janvier et + 1,4 % en décembre). Les prix d'achat des intrants utilisés par les agriculteurs (Ipampa) sont au plus haut :

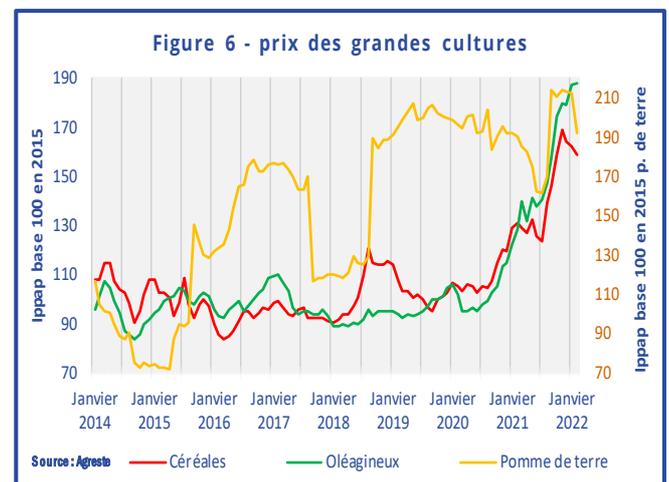
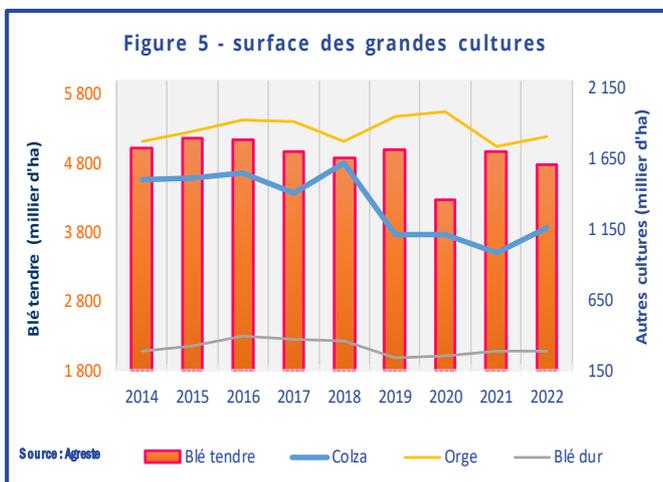
en février, ils augmentent de 17,1 % sur un an, après + 17,7 % en janvier et + 17,0 % en décembre. Ces hausses s'expliquent par le renchérissement des aliments pour animaux, de l'énergie et surtout des engrais et amendements (respectivement + 14,6 %, + 35,3 % et + 82,0 % en février) (figure 4). Fabriqués en grande partie à partir de gaz russe dont les cours se sont envolés depuis juin 2021, les engrais simples azotés affichent en février des prix supérieurs de 117,4 % à ceux de février 2021. Les livraisons d'engrais azotés augmentent sur un an en décembre et janvier mais reculent en cumul depuis le début de la campagne (juillet 2021) par rapport aux mêmes mois de l'année précédente.



Grandes cultures : poursuite de la hausse des prix en lien avec les tensions en Ukraine et une demande toujours importante

En 2022, les surfaces de céréales à paille (hiver et printemps) sont estimées à 7,4 millions d'hectares (Mha), en recul de 1,9 % par rapport à 2021 (- 3,9 % pour le blé tendre, - 3,2 % pour le blé dur) et de 0,8 % par rapport à la moyenne quinquennale. Seuls les emblavements d'orges rebondissent (figure 5). En lien avec une demande toujours forte et la montée des tensions entre l'Ukraine et la Russie, respectivement 5^e et 1^{er} exportateur mondial de blé tendre, le marché des céréales enregistre des prix très élevés (en février 2022 : + 21,1 % sur un an et + 48,3 % par rapport à la moyenne sur cinq ans) (figure 6).

La sole de colza (1,16 Mha) prévue pour 2022 rebondit (+ 18,4 %), après une année 2021 où elle avait été particulièrement faible. Le maintien d'une forte demande mondiale en colza et tournesol ainsi que la montée des prix du pétrole alimentent la hausse des cours des oléagineux, dans un contexte de prévisions de récoltes mondiales de soja révisées à la baisse et de craintes de ruptures d'approvisionnement en provenance du premier exportateur mondial de tournesol (Ukraine). En février, les prix sont au plus haut : + 46,3 % sur un an et + 79,9 % par rapport à la moyenne sur cinq ans.



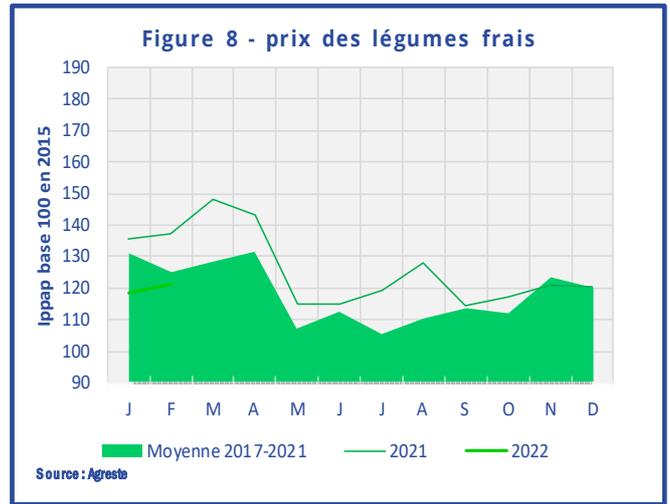
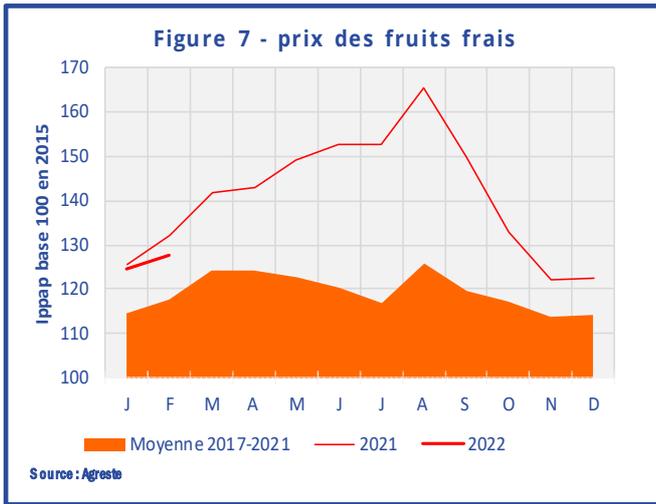
Fruits et légumes : des prix moins bien orientés, en lien avec une consommation morose en début d'année

Les prix des fruits et surtout ceux des légumes démarrent l'année 2022 en deçà des cours de 2021 (respectivement - 3,1 % et - 11,9 %). Les prix des légumes sont en outre inférieurs à la moyenne sur cinq ans (figure 7). Malgré des promotions sur les étals, la consommation est insuffisante au regard de l'offre parfois importante et exerce une pression à la baisse sur les prix.

Concernant les fruits, le manque de dynamisme des marchés provient essentiellement de la diminution sur un an des prix de la pomme, ceux des poires et des

kiwis étant fermes (respectivement + 23,0 % et + 10,0 % sur un an).

S'agissant des légumes, les prix des carottes, poireaux, choux-fleurs et endives tirent l'ensemble des cours des légumes frais à la baisse. En février, le recul des prix des poireaux atteint 50,0 % sur un an et 34,0 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les prix de la salade (laitue essentiellement) s'en sortent mieux sur un an, même si leur situation est, en février, moins favorable qu'en janvier.

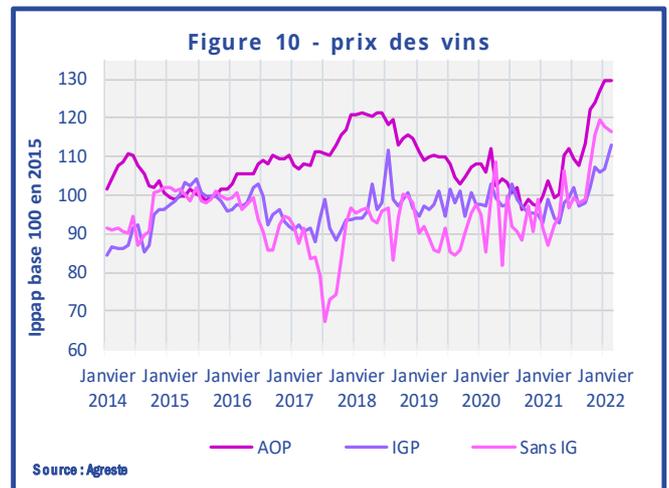
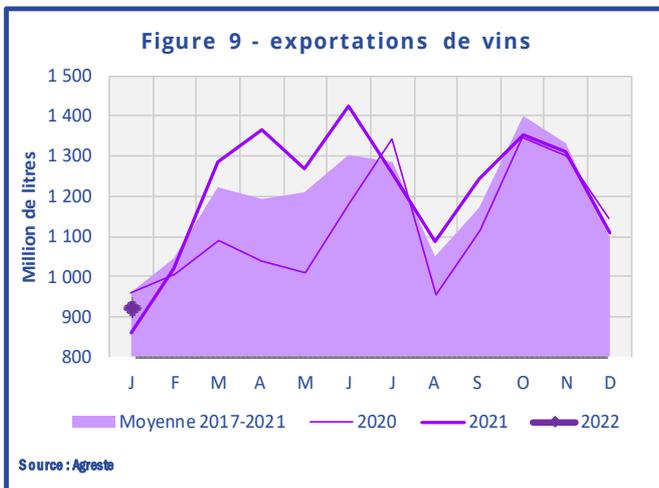


Viticulture : poursuite de la hausse des prix dans un contexte d'échanges extérieurs globalement dynamiques début 2022

Après une fin d'année 2021 moins dynamique qu'en première partie d'année en raison d'une moindre présence de la Chine et de l'Allemagne aux achats, l'année 2022 débute par une hausse en janvier des exportations françaises de vins de 7,8 % en volume (figure 9) et de 24,1 % en valeur. Début 2022, les volumes exportés vers l'Allemagne restent toutefois en baisse sur un an tandis que ceux vers les États-Unis diminuent à leur tour par rapport à 2021. En revanche, les exportations vers la Chine se redressent (+ 17,7 % en janvier 2022). Combinée à la bonne tenue des

échanges avec le Royaume-Uni, cette reprise vers la Chine conduit en janvier à des flux vers les pays tiers (+ 10,9 %) plus soutenus que vers l'UE (+ 4,6 %).

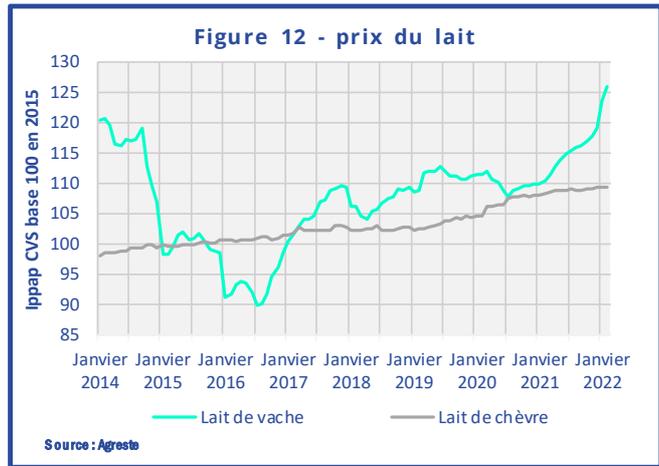
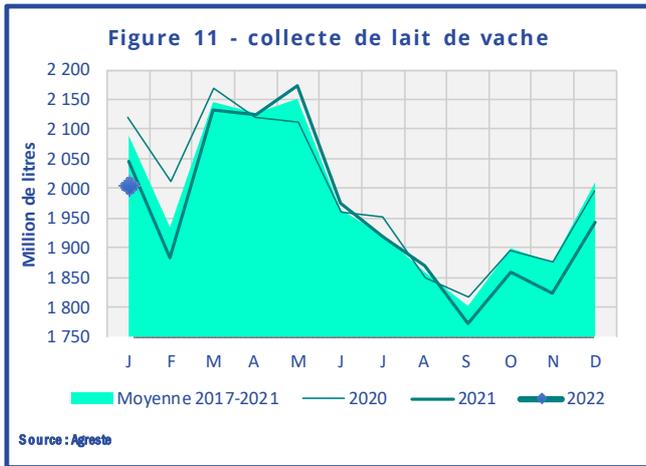
Sous l'effet de disponibilités mondiales et françaises limitées et d'un contexte international porteur, les prix des vins accélèrent depuis l'automne, s'établissant en février 2022 à des niveaux bien supérieurs à ceux de 2021 (+ 15,6 %) et à la moyenne quinquennale (+ 12,4 %) (figure 10). Les vins d'appellation contribuent le plus à la hausse globale des prix.



Lait : des prix au plus haut depuis le pic de 2014 dans un contexte d'offre limitée et de demande toujours soutenue

Sur la période de novembre 2021 à janvier 2022, le décrochage de la collecte de lait de vache, enregistré à partir de l'automne, se poursuit. En janvier 2022, la contraction atteint 1,9 % sur un an et 4,0 % par rapport à la moyenne 2017-2021 (figure 11). La faible qualité des fourrages, le prix élevé de l'aliment acheté et l'érosion du cheptel contribuent à ce recul. La baisse de la production concerne également l'UE ainsi que la plupart des autres grands bassins exportateurs (Nouvelle-Zélande, États-Unis et Australie). La plupart des fabrications sont affectées par la réduction des disponibilités, à l'exception de celles de fromages. Combinée au dynamisme de la demande

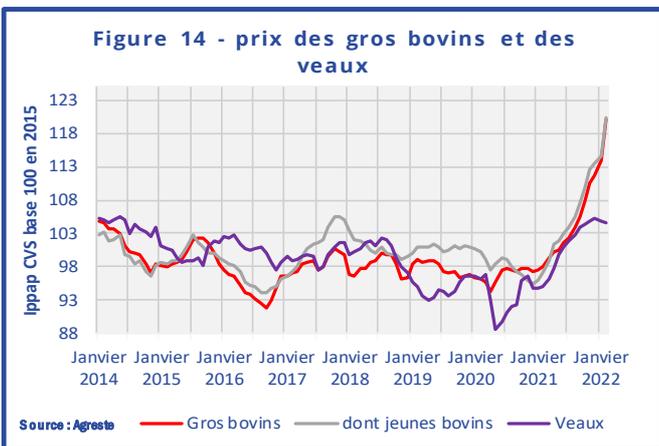
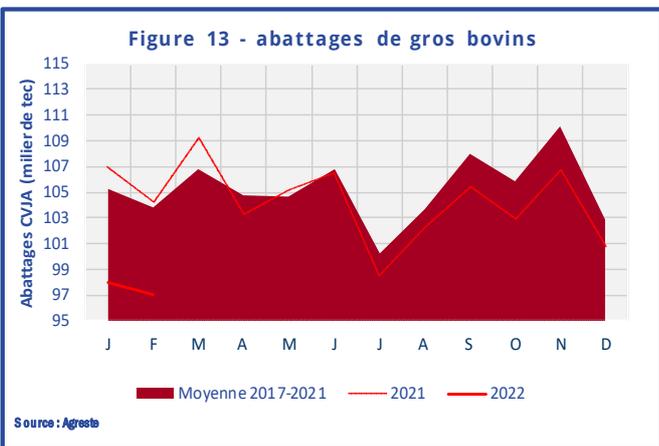
internationale de produits laitiers (beurre, poudre de lait écrémé), la baisse des disponibilités favorise la hausse des prix du lait de vache. En février 2022, ils dépassent ainsi de 13,2 % ceux de 2021 et de 15,3 % la moyenne 2017-2021 (figure 12), s'établissant ainsi à leur plus haut niveau depuis 2014. Ces hausses du prix du lait s'inscrivent sur fond de hausse des coûts de production (mesurés par l'Ipampa lait de vache de l'Idèle) : en février, le coût de production de lait de vache est supérieur à celui de 2021 (+ 13,4 %).



Bovins : nette hausse des prix en lien avec une offre toujours limitée et une demande dynamique dans l'UE

En ce début d'année 2022, les abattages de gros bovins (en poids) reculent plus fortement qu'en fin d'année 2021 (figure 13). En février 2022, ils sont ainsi inférieurs de 6,9 % aux volumes moyens quinquennaux, alors que l'écart n'était que de 3,2 % en décembre 2021. Les abattages de veaux de boucherie sont également en deçà des niveaux moyens et de ceux de 2021. Les exportations françaises de viande bovine sont dynamiques, supérieures de 17,5 % en janvier à celles de l'année précédente. Sur la même période, les importations progressent à un rythme encore plus prononcé (+ 26,9 %) afin de satisfaire la demande

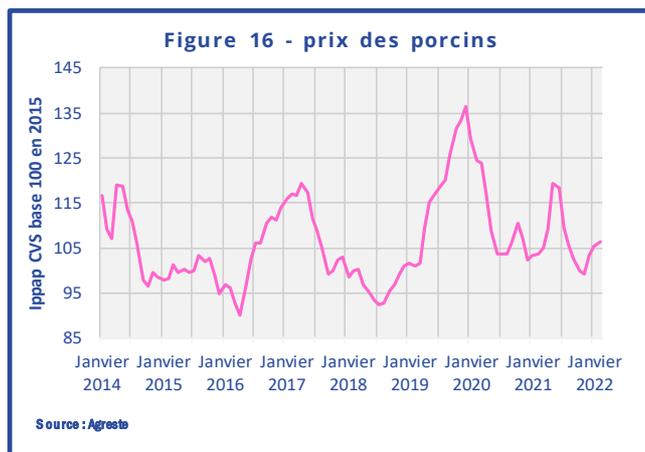
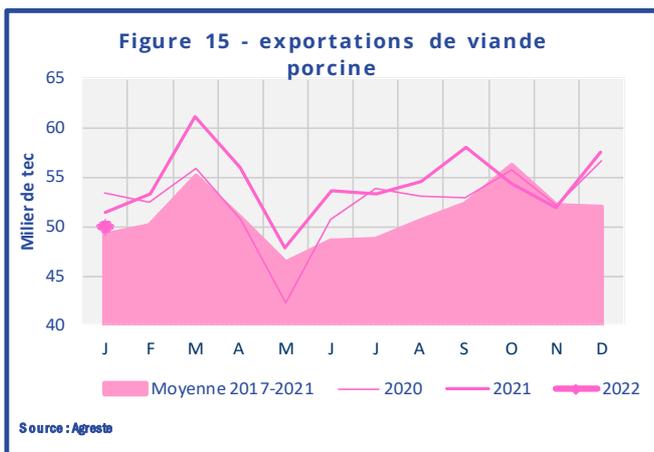
française de viande bovine. L'offre limitée d'animaux sur les marchés français et européens, couplée au dynamisme de la demande et à la hausse des prix de l'alimentation animale, pousse les cours à la production des bovins à des niveaux record (figure 14). En ce début d'année, les disponibilités à l'exportation étant limitées, les prix des brouards sont également en hausse. La fermeté des cours des bovins s'inscrit sur fond de hausse assez nette du prix des aliments pour bovins (+ 12,4 % sur un an en moyenne en février 2022 pour les aliments pour gros bovins).



Porcins : face au resserrement de l'offre et au retour de la demande intra-européenne, les prix à la production se redressent début 2022

Depuis décembre 2021, les abattages de porcs sont proches des tonnages moyens sur cinq ans, tout en reculant sur un an. L'offre française reste modérée dans un contexte d'allègement progressif du marché européen en grande partie encombré en 2021 par le report de la viande de porc européenne qui ne trouvait plus à s'écouler en Chine. Depuis octobre, les exportations françaises en volume de viande et graisse porcine marquent globalement le pas sur un an mais sont supérieures aux tonnages moyens des cinq dernières années (*figure 15*). Parallèlement, les importations continuent de croître (+ 24,0 % sur un an en janvier 2022).

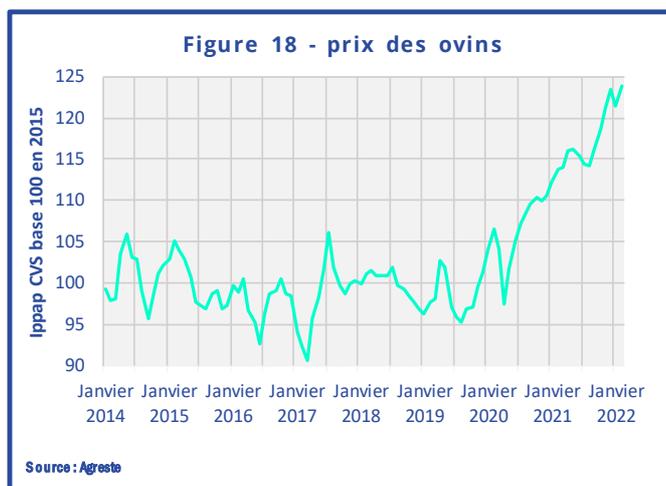
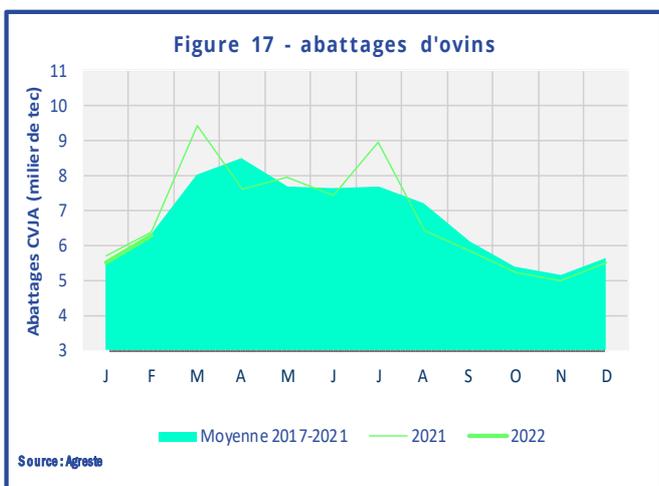
Alors que les disponibilités européennes se réduisent, en lien avec la tendance à l'érosion du cheptel dans la plupart des pays producteurs, la demande intra-européenne des entreprises du secteur de la viande devient plus vigoureuse et les prix se redressent. A l'image de la remontée des cours en Europe, les prix du porc se redressent en France pour le troisième mois consécutif. En février 2022, les cours français dépassent de 2,6 % ceux de 2021 (*figure 16*) mais restent en deçà de la moyenne 2017-2021 (- 2,2 %). Sur la période de décembre 2021 à février 2022, le prix moyen de l'aliment pour porcins continue de progresser, dépassant de plus de 17,5 % le niveau de l'année précédente.



Ovins : face à une offre limitée, des prix toujours élevés

De décembre à février 2022, dans un contexte de manque de dynamisme de la demande intérieure, et malgré le pic d'arrivée des agneaux Lacaune sur le marché, les abattages d'ovins (en poids) sont inférieurs à ceux de l'année précédente et aux tonnages moyens quinquennaux (*figure 17*). En janvier 2022, les importations de viande ovine restent soutenues sur un

an (+ 18,4 %), tout en étant inférieures de 0,9 % à la moyenne sur cinq ans. Face à une offre française limitée et en dépit d'un léger recul en janvier, les prix à la production des ovins restent très élevés (*figure 18*). En février 2022, ils sont supérieurs de 8,8 % à ceux de février 2021 et de 22,5 % aux prix moyens sur cinq ans.

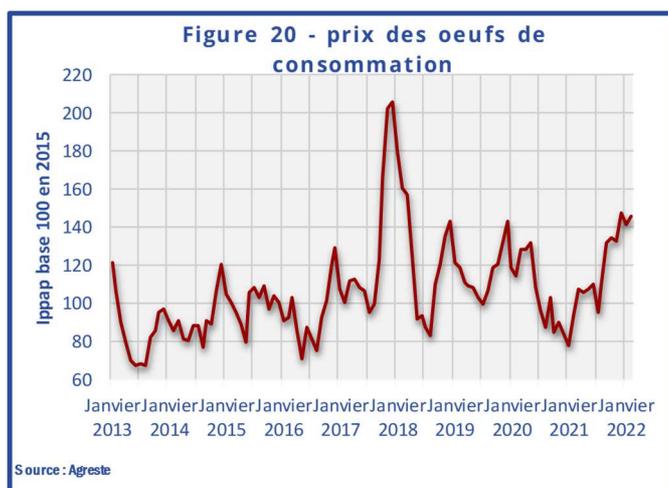
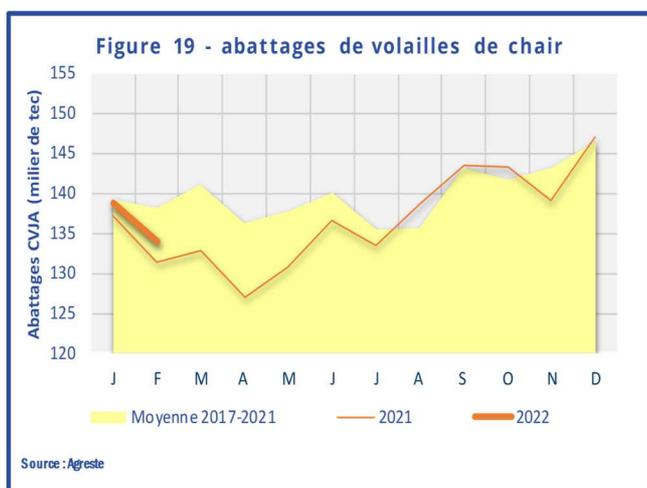


Aviculture : une filière à nouveau confrontée à l'Influenza aviaire

Malgré le retour de l'épizootie d'Influenza aviaire en novembre 2021 dans le nord de la France et son extension les mois suivants à d'autres régions de l'ouest du territoire, les abattages de l'ensemble des volailles de chair (en poids) entre décembre 2021 et février 2022 sont supérieurs à ceux de la même période de 2021. En février, ils décrochent toutefois nettement par rapport à la moyenne des cinq dernières années (figure 19). Alors que la filière canard à gaver commençait à se redresser après la crise aviaire de fin 2020, elle est particulièrement touchée par l'arrivée de l'épidémie au niveau des foyers localisés dans le Sud-Ouest. Les abattages de canards gras reculent ainsi de 10,7 % par rapport à février 2021, conséquence de la réduction des mises en place et des abattages préventifs et sanitaires

réalisés dans les élevages. En revanche, les abattages de poulets restent soutenus. Les prix à la production des volailles de chair sont en hausse, ce qui reflète en partie l'augmentation du prix des matières premières utilisées en alimentation animale au sein d'une filière très intégrée.

Depuis août 2021, les prix à la production des œufs de consommation sont fermes par rapport à ceux des années précédentes (+ 55,5 % en février, après + 82,4 % en janvier), face au dynamisme de la demande des industriels et aux moindres disponibilités suite à l'abattage d'un certain nombre de poules pondeuses pour lutter contre l'épidémie (figure 20).



Publiée à un rythme trimestriel (janvier, avril, juillet, octobre), cette lettre a pour objectif de fournir une vision synthétique et transversale de la conjoncture agricole.

Sources

- Estimations de production et de consommation calculées par le SSP
- Infos Rapides Grandes cultures, Prairies, Fruits, Légumes, Viticulture, Bovins, Porcins, Ovins, Aviculture, Lait, Coûts de production et Prix
- Données sur le commerce extérieur de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Données de consommation à domicile (Panel Kantar pour FranceAgriMer)
- Indice des prix à la production des produits agricoles (Ippap-SSP/Insee) et des produits à la consommation des produits alimentaires (IPC-Insee)
- Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa-Insee)
- Données Météo-France
- Indicateur Ipampa lait de vache calculé par l'Idel (Institut de l'élevage)
- Indices Itavi (Institut technique de l'aviculture) qui reflètent le coût des matières premières utilisées dans les différentes formules pour l'alimentation des volailles.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr